



DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI POUR LUTTER CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT

En collaboration avec mon collègue Cyril Pellevat, j'ai déposé une proposition de loi visant à atténuer la crise du logement par une modification rationalisant la méthode de calcul du diagnostic de performance énergétique (DPE).

Notre pays connaît une pénurie de logement sans précédent : la hausse des taux d'intérêts et l'inflation contraignent particulièrement l'accession à la propriété. Le marché locatif connaît également des difficultés importantes avec notamment la multiplication de normes contraignantes imposée au parc locatif.

Parmi ces réglementations, le nouveau diagnostic de performance énergétique, issu de la loi Climat et résilience de 2021 vise à faire disparaître du parc locatif français les logements classés G dès 2025 puis F en 2028 et G dès 2035. La crise du logement neuf s'étant déjà bien installée, diminuer le parc locatif basé sur l'ancien au fil des interdictions qui démarreront le 1er janvier 2025 amplifiera largement la pénurie de logements.

Or, dans ce contexte de crise, nous avons été alertés sur le fait que le nouveau DPE pénalise gravement les logements anciens chauffés à l'électricité puisqu'il multiplie par un facteur de 2,3 la consommation réelle des logements affichée au compteur, tandis que pour les autres énergies (gaz, fuel, charbon), il n'y a aucune pénalité bien qu'elles émettent d'importantes quantités de gaz à effet de serre.

Cette pénalité infligée aux logements chauffés à l'électricité est incohérente dans la mesure où 90 % de la production d'électricité française est d'origine nucléaire ou hydraulique et donc décarbonée !

En outre, cette incohérence va à l'encontre de nos objectifs climatiques : lorsqu'un même logement émet 227 grammes de CO₂ par kWh avec un chauffage au gaz, il n'émet que 40 g de CO₂ par kWh au maximum avec un chauffage électrique.

A travers cette proposition de loi, nous dénonçons cette situation et souhaitons corriger cette incohérence en fixant le coefficient de conversion des consommations en énergie finale non renouvelable pour l'électricité à 1 (contre 2,3 aujourd'hui).

Retrouvez au [lien suivant](#) notre communiqué de presse sur ce sujet.



DÉBAT RELATIF À L'ACCESSION SOCIALE À LA PROPRIÉTÉ

Lors de ce débat, j'ai dénoncé les pratiques du gouvernement, décourageantes et stigmatisantes à l'égard des élus locaux. A l'image du décret du 29 mars 2023 qui a modifié le seuil de tension sur la demande de logement social mesuré à l'échelle des territoires concernés par la loi SRU, amenant certaines communes de l'agglomération Clusienne notamment, à passer à un objectif de 20 à 25 % de production de logements sociaux et entraînant mathématiquement et immédiatement un doublement de la pénalité SRU, payable sans délai !

Pour les maires de ces communes, cette pénalité constitue une sanction insupportable à plusieurs titres.

- **Financièrement**, d'abord, car elle intervient de manière rétroactive dans un contexte particulièrement délicat pour les collectivités locales, compte tenu de l'explosion de leurs charges de fonctionnement et de la chute d'une partie de leurs recettes.
- **Juridiquement**, ensuite, car cette pénalité vient comme un couperet sanctionner, sans aucun délai ni préavis, la non atteinte d'un objectif qui ne s'imposait pas jusqu'alors aux communes, ce qui est particulièrement discutable.
- **Humainement**, enfin, en sanctionnant des élus qui, pour l'immense majorité, sont particulièrement actifs pour tenter de résorber le retard de production de logements sociaux et ne voient pas leurs efforts récompensés, bien au contraire, qui plus est dans des départements frappés par la rareté et la cherté du foncier.

Une fois de plus, sur cette politique publique comme sur d'autres, il est grand temps de faire confiance aux territoires, de mener des actions véritablement partenariales et de pratiquer la carotte plutôt que le bâton ! Retrouvez la vidéo de mon intervention [sur ce lien](#).



Face à l'absence de réponse de la Ministre et au mépris ainsi témoigné aux élus locaux, j'ai à nouveau saisi le Gouvernement, le 31 octobre, par le biais d'une question orale sur ce sujet. Retrouvez l'intégralité de cette intervention [sur ce lien](#).

#SÉNATRICE SUR LE TERRAIN, À VOTRE ÉCOUTE!

EN BREF !

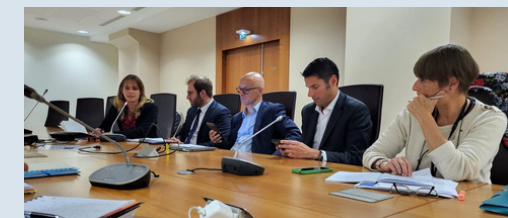
- Le 20 octobre dernier, j'ai été nommée **rapporteur pour avis des crédits de la mission économie** du projet de loi de finances 2024
- Très belle édition du **Congrès de l'Association des Maires de Haute-Savoie** durant lequel j'ai eu le plaisir de participer à une table ronde relative à l'attractivité des métiers de la fonction publique. Merci à Nicolas Rubin, Lauriane Mounier-Faraut et l'ensemble de leurs équipes pour la parfaite organisation.



- Rencontre avec les élèves de CM2 de l'école Notre Dame à la Roche-sur-Foron pour leur présenter le rôle du Sénat, expliquer la procédure législative et plus largement le rôle du Parlement au sein de nos institutions. Un beau moment de transmission et d'échanges comme toujours !



- Audition d'une délégation de Haute-Savoie à l'Assemblée Nationale sur le sujet du pastoralisme et de la prédation à l'invitation d'Antoine Armand, président du groupe pastoralisme. Les annonces du nouveau Plan Loup demeurent très insuffisantes et imparfaites face à la progression rapide de cette espèce et de la pression importante exercée sur notre agriculture pastorale. Des mesures de régulation plus efficaces s'imposent de toute urgence.



PROTECTION DES MAIRES, LE SÉNAT ADOPTE À L'UNANIMITÉ LE TEXTE DE LA MAJORITÉ SÉNATORIALE

Incivilités, injures, menaces, agressions physiques contre eux-mêmes ou leurs proches, les élus sont confrontés quotidiennement à la violence dans l'exercice de leur mandat. Face à cette situation intolérable, la proposition de loi de François-Noël Buffet que j'ai cosignée pour renforcer la sécurité des élus et la protection des maires, a été adoptée à l'unanimité.

- **Cette loi va renforcer les sanctions pénales** en alignant les peines sur le régime existant pour les dépositaires de l'autorité publique : 5 ans d'emprisonnement et 75.000 euros d'amende en cas d'ITT inférieure à huit jours, sept ans d'emprisonnement et 100.000 d'amende en cas d'ITT supérieure. Par ailleurs, les délais de prescription pour les injures envers les personnes dépositaires de l'autorité publique ont été allongés de trois mois à une année.
- **Ce texte permet d'améliorer la prise en charge des élus victimes de violences.** Ainsi, l'octroi de la protection fonctionnelle est rendu automatique aux maires et à leurs adjoints ainsi qu'aux conseillers départementaux et régionaux qui ont un mandat exécutif. Nous avons également imposé la prise en charge par l'État des coûts de couverture assurantielle pour la protection fonctionnelle à toutes les communes de moins de 10000 habitants et amélioré la prise en charge pour les élus victimes des restes à charge et dépassements d'honoraires en leur garantissant un reste à charge zéro.
- **Enfin, ce texte renforce la prise en compte des réalités des mandats électifs locaux par les acteurs judiciaires et étatiques.** Il prévoit d'améliorer l'information des maires par les parquets concernant les suites données à leurs plaintes.

OUI A LA CRÉATION D'UNE BRIGADE DE GENDARMERIE SUR LA COMMUNE DE CRANVES-SALES !

Avec mon collègue Cyril PELLEVAT, nous avons saisi le Président de la République et le Ministre de l'Intérieur pour réclamer la création d'une brigade de gendarmerie à Cranves-Sales en complément de celles de Talloires Montmin, Sciez et Saint-Julien-en-Genevois. Nous avons rappelé que le projet d'accueil était quasiment abouti et que les besoins de la population étaient avérés d'autant que le territoire annemassien connaît déjà des sous-effectifs côté police et est confronté de façon récurrente à des occupations illicites de gens du voyage

A LA RÉGION

- 60 ans de la station Hirmentaz Bellevaux



Je suis ravie d'avoir assisté aux 60 ans de la station Hirmentaz Bellevaux ainsi qu'à l'inauguration de la retenue collinaire qui a bénéficié d'un soutien important de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Haute-Savoie. Un équipement essentiel, répondant à de nombreux usages pour cette station familiale afin de sécuriser son enneigement mais également pour assurer l'approvisionnement en eau des activités agro-pastorales et la lutte contre les incendies.

- Inauguration des gares de départ et d'arrivée du téléphérique du Salève

Au terme de deux années de travaux, je salue la magnifique réhabilitation de cet équipement emblématique du territoire franco genevois dans un panorama exceptionnel. Grande fierté pour la Région Auvergne-Rhône-Alpes d'avoir contribué à cette réalisation.



- Remise d'un mini-bus au Comité Haute-Savoie Judo



J'ai eu le plaisir de remettre le 23 octobre dernier, un mini-bus financé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes au Comité Haute Savoie Judo. Déjà 116 minibus ont été attribués à des clubs sportifs de Haute-Savoie ! Un engagement fort de la Région Auvergne Rhone-Alpes en faveur de nos jeunes et du monde associatif !

Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron
Téléphone: 04.50.25.18.10 - s.noel@senat.fr - www.sylvianoel.fr - www.senat.fr